

Convention collective régionale

IDCC : 2360. – **AUTOMOBILE (SERVICES)**
(GUYANE)

(20 novembre 2003)

(Etendue par arrêté du 26 octobre 2004,
Journal officiel du 14 novembre 2004)

AVENANT N° 1 DU 25 AVRIL 2006
RELATIF AUX AJUSTEMENTS À L'ARRÊTÉ D'EXTENSION
DE LA CONVENTION
NOR : ASET0750562M
IDCC : 2360

Entre :

Le syndicat professionnel automobile Guyane (SPAG) ;

Le MEDEF Guyane ;

D'une part, et

L'union départementale CFTC Guyane ;

L'union départementale CFE-CGC Guyane ;

D'autre part,

et vu les exclusions contenues dans l'arrêté d'extension en date du 26 octobre 2004 de la convention collective régionale des services de l'automobile de Guyane, signée le 20 novembre 2003,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Nouvelles rédactions

I. Le *d* de l'article 1.10 *bis* est rédigé ainsi :

« Les heures supplémentaires et leur majoration peuvent, en tout ou partie, avoir comme contrepartie un repos de remplacement.

Dans le cas où elles sont payées, elles suivent le régime ci-dessous.

Les heures supplémentaires sont payées sous la forme d'un complément de salaire, assorti des majorations légales, s'ajoutant au salaire de base et correspondant au nombre d'heures supplémentaires accomplies au cours de chacune des semaines prises en compte dans la période de paie.

La bonification prévue par l'article L. 212-5-I du code du travail pour les 4 premières heures supplémentaires peut être versée en argent, au lieu d'être attribuée en repos selon les modalités décrites au paragraphe *e* ci-après.

Le paiement des heures supplémentaires et de leur majoration, y compris de la bonification prévue par l'article L. 212-5-I du code du travail pour les 4 premières heures supplémentaires, peut également être inclus dans la rémunération mensuelle sous la forme d'un forfait dans les conditions prévues par l'article 1-10 *d, e* ou *f*.

Lors de la fixation du salaire de base correspondant à la durée du travail de 35 heures, le niveau du salaire de base antérieur peut être maintenu en partie ou en totalité. Dans le cas où ce maintien prend la forme d'un complément spécifique, ce complément peut être exclu de l'assiette de calcul des majorations pour heures supplémentaires. »

II. Le point « jours fériés exceptionnellement travaillés » au *c* de l'article 1.11 est rédigé ainsi :

« Les heures travaillées à titre exceptionnel un jour férié ouvrent droit à une majoration de 100 % du salaire brut de base. Si les nécessités du service le permettent, cette majoration peut être remplacée par 1 jour de repos, dont la date est fixée d'un commun accord entre les parties. Cette majoration s'ajoute, le cas échéant, à celles pour heures supplémentaires prévues à l'article 1.10 *bis*. »

III. Le *d* de l'article 1.11 est ainsi rédigé :

« Est considéré comme travail de nuit tout travail effectué dans la période de 21 heures à 6 heures du matin.

Le travail habituel de nuit est celui qui est effectué lorsque le contrat de travail prévoit que tout ou partie du temps de travail s'effectue dans cette période ; la rémunération mensuelle doit tenir compte des conditions particulières de travail ainsi déterminées. Lorsque l'horaire contractuel comprend au moins 3 heures de travail de nuit, la durée du travail ne peut excéder 7 heures par période de 24 heures, à l'exception :

- des personnels affectés au dépannage, où le maximum est fixé à 12 heures ;
- des gardiens de nuit et des personnels de stations-service attachés à l'exploitation des concessionnaires et agents automobiles, où le maximum est fixé à 10 heures.

Le travail exceptionnel de nuit est celui qui est effectué alors que le contrat de travail ne prévoit aucune activité au cours de cette période ; chaque heure de travail exceptionnel de nuit ouvre droit à une majoration de 50 % du salaire horaire brut de base, qui s'ajoute, le cas échéant, à celle pour heures supplémentaires prévue à l'article 1.10 *bis*.

Une indemnité de panier, dont le montant est fixé par la commission paritaire régionale, est due à tout salarié accomplissant, à titre habituel ou exceptionnel, au moins 2 heures de travail de nuit. Cette indemnité peut être affectée au compte épargne-temps du salarié. »

IV. Le 7^e alinéa du point « permanence de service » au *e* de l'article 1.11 est ainsi rédigé :

« Les salariés dont le contrat de travail prévoit une clause d'astreinte doivent être normalement assurés de bénéficier entre chaque période quotidienne de travail d'un repos au moins égal à 11 heures consécutives.

Les conditions d'accomplissement des astreintes sont subordonnées aux conditions de travail de nuit, de jours fériés, etc. établies par ailleurs dans la présente convention. »

V. Le 3^e alinéa du point « convoyage de véhicules » de l'article 1.11 est ainsi rédigé :

« Dans le cadre d'une limitation des situations précaires, ces salariés, lorsqu'ils ont été amenés à accomplir un nombre significatif de missions de convoyage, doivent pouvoir bénéficier d'une stabilité de leur emploi. A cet effet, l'employeur est tenu de proposer la conclusion d'un contrat à durée indéterminée, prioritairement sous forme de temps partiel, lorsque l'engagement du convoyeur pour une nouvelle mission a pour effet de porter à plus de 800 heures la durée du travail accomplie dans l'année civile en cours. Lorsque le convoyeur décline cette offre, son refus d'accomplir cette nouvelle mission dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée doit être mentionné dans le contrat à durée déterminée conclu pour l'exécution de cette mission, ou dans un document annexé. »

VI. Le point « gardiennage à temps plein » du *e* de l'article 1.11 est supprimé.

VII. Le point « heures complémentaires » *c* de l'article 1.12 est ainsi rédigé :

« L'horaire contractuel peut être dépassé lorsqu'il est nécessaire d'envisager des accroissements ponctuels d'activité. Le contrat de travail doit alors prévoir expressément la faculté d'effectuer des heures complémentaires, et en fixer le nombre maximum.

Le nombre d'heures complémentaires envisagées ne peut excéder le 1/4 de la durée du travail inscrite sur le contrat ni porter la durée hebdomadaire effective au niveau de la durée légale. Toute heure complémentaire effectuée au-delà du 1/10 de la durée hebdomadaire ou mensuelle contractuelle donne lieu à une majoration de salaire de 25 %.

Des heures complémentaires ne pourront pas être accomplies sans l'accord particulier du salarié lorsqu'elles le conduisent à travailler un jour de la semaine non prévu par le contrat de travail.

Lorsque l'accomplissement d'heures complémentaires conduit pendant 12 semaines consécutives ou pendant 12 semaines au cours d'une période de 15 semaines à un dépassement d'au moins 2 heures par semaine de l'horaire contractuel, celui-ci est modifié, sous réserve d'un préavis de 7 jours et sauf opposition du salarié, en ajoutant à l'horaire antérieurement fixé la différence entre cet horaire et l'horaire moyen réellement effectué. »

VIII. Le *d* de l'article 1.12 est supprimé.

IX. Le *a* de l'article 2.14 est ainsi rédigé :

« Le départ à la retraite s'effectue dans l'une ou l'autre des 2 conditions suivantes :

- la rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur, d'un salarié qui remplit les conditions d'âge et de durée de cotisations nécessaires pour faire liquider sa pension de vieillesse à taux plein, constitue une « mise à la retraite ». Cette mise à la retraite doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Si ces conditions ne sont pas remplies, la rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur constitue un licenciement dont les conséquences sont réglées conformément à l'article 2.13 ;
- la rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié à partir de son 60^e anniversaire, en vue de prendre sa retraite, constitue un départ volontaire à la retraite.

Dans tous les cas, afin d'éviter les inconvénients résultant d'une cessation inopinée d'activité, les parties doivent respecter le délai de préavis prévu à l'article 2.12 de la présente convention. Cependant, lorsque le salarié dispose de droits inscrits à son compte épargne-temps en vue d'indemniser un congé de fin de carrière, le préavis de mise à la retraite ou de départ volontaire à la retraite doit être donné dans un délai suffisant pour permettre la liquidation de la totalité des droits épargnés.

De plus, toute mise à la retraite telle que prévue ci-dessus s'accompagne soit d'une embauche dans le poste ou dans un autre poste, soit d'actions de formation professionnelle tendant à favoriser la mobilité et/ou la promotion interne. »

X. L'article 3.4 de l'annexe I est ainsi rédigé :

« Lorsque l'exécution du contrat de travail est suspendue pour quelque cause que ce soit, les droits au repos acquis à cette date seront consommés au plus tard lors de la 2^e période d'acquisition du repos qui suivra la reprise du travail. En cas de rupture du contrat de travail, les droits non consommés seront compensés par une indemnité égale au nombre d'heures correspondantes multiplié par le taux horaire du salaire de base. Si le repos pris par anticipation excède les droits acquis, le salarié en conserve le bénéfice. »

XI. Le 2^e alinéa de l'article 3 de l'annexe II est ainsi complété :

« Toutefois, et comme nul ne saurait modifier les sommes déjà inscrites à un compte épargne-temps, l'employeur ne peut revenir sur un abondement déjà pratiqué. »

XII. Le *c* de l'article 3.1 de l'annexe II est ainsi rédigé :

« Les heures de repos de remplacement compensant le travail un jour férié, dans les cas visés à l'article 1.11 *c* de la convention collective. »

XIII. Le *d* de l'article 3.2 de l'annexe II est ainsi rédigé :

« Les contreparties en repos compensateur de remplacement des majorations de dimanche, de nuit, de jour férié : dans ce cas, toutes les contreparties aux majorations de 50 % ou 100 % dues pour chaque heure travaillée dans les conditions prévues par l'article 1.11 *b*, *c* et *d* sont affectées au CET. »

Article 2

Extension

Le présent avenant n° 1 entre en vigueur à la date de publication de son arrêté d'extension, que les parties signataires demandent en signant les présentes.

Fait à Cayenne, le 25 avril 2006.

(Suivent les signatures.)